

L'armée burundaise n'entend pas retirer ses troupes de la Somalie

Arrib News, 02/03/2011 – Source PANAL – L'armée burundaise a laissé entendre mardi qu'elle n'entendait pas immédiatement ses 3.600 soldats de la Mission africaine de maintien de la paix en Somalie (AMISOM) au lendemain d'une nouvelle attaque sanglante contre son contingent basé à Mogadiscio. D'après le chef d'état-major général de l'armée, l'attaque du 23 février dernier serait l'œuvre de jeunes combattants islamistes d'Al Shabaab et Al Qaïda, qui ont tué des morts et une douzaine de blessés dans les rangs du contingent burundais de l'AMISOM.

Le chef d'état-major général de la force de défense nationale et des anciens combattants, le général major Godefroy Niyombare, a déclaré au cours d'une conférence de presse, que « ce qui compte, ce n'est pas le nombre de victimes de la guerre somalienne, mais le travail accompli par nos vaillants militaires ». Des voix de l'intérieur du pays continuent cependant d'interroger sur la nécessité de maintenir des soldats dans le borborygme somalien où d'autres forces ont cherché à ramener la paix et le calme dans une guerre civile qui dure depuis une vingtaine d'années. Les nouvelles pertes pour l'armée burundaise portent à une trentaine d'hommes tombés sur le champ d'honneur en présence en Somalie. Le Burundi et l'Ouganda sont, pour le moment, les seuls pays du continent à avoir répondu favorablement à la demande en troupes par l'Union africaine (UA) pour tenter de ramener la paix dans en Somalie. Les effectifs et autres équipements pour faire face à la délicate mission de maintien de la paix en Somalie restent néanmoins insuffisants, dit-on dans les états-majors des deux armées. Les insurgés islamistes d'Al Shabaab menacent, par ailleurs, d'exporter les violences au Burundi et en Ouganda si les deux pays maintenaient encore longtemps leurs troupes en Somalie. Les menaces ont été mises à exécution à Kampala, la capitale de l'Ouganda, où des attaques terroristes ont fait un grand nombre de morts et de blessés pendant l'été 2010. Des mesures sécuritaires renforcées ont été mises en place depuis le début de l'année pour parer à toute éventualité au Burundi.